

50 (1961) Nr. 1

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1962 Nr. 88

---

---

A. TITEL

*Europese Overeenkomst betreffende het reizen van jeugdige personen  
op collectieve paspoorten tussen de landen die lid zijn  
van de Raad van Europa, met bijlage;  
Parijs, 16 december 1961*

**B. TEKST****Accord européen sur la circulation des jeunes sous couvert du passeport collectif entre les pays membres du Conseil de l'Europe**

Les Gouvernements signataires des Etats membres du Conseil de l'Europe,

Désireux d'accroître les facilités de déplacements des jeunes entre leurs pays,

Sont convenus de ce qui suit:

**Article 1er**

Chacune des Parties Contractantes accepte la venue sur son territoire des groupes de jeunes venus du territoire d'une des autres Parties Contractantes, sous couvert d'un titre de voyage collectif répondant aux conditions énumérées au présent Accord.

**Article 2**

Toute personne figurant sur un passeport collectif pour jeunes doit être un ressortissant du pays qui a délivré ce titre de voyage.

**Article 3**

Les jeunes, jusqu'à leur 21<sup>e</sup> anniversaire, peuvent être admis au bénéfice des titres de voyage collectifs délivrés conformément au présent Accord.

**Article 4**

Un chef de groupe, âgé d'au moins 21 ans, porteur d'un passeport individuel en cours de validité et désigné selon les prescriptions réglementaires éventuellement en vigueur sur le territoire de la Partie Contractante qui délivre le titre de voyage collectif, doit:

- détenir le titre de voyage collectif,
- accompagner le groupe,
- accomplir les formalités de passage aux frontières,
- veiller à ce que les membres du groupe demeurent ensemble.

**Article 5**

Chaque titre de voyage pour jeunes doit comporter cinq noms au minimum et cinquante noms au maximum, non compris le chef de groupe.

**Article 6**

Toutes les personnes figurant sur un titre de voyage collectif doivent rester ensemble.

**European Agreement on Travel by Young Persons on collective Passports between the member countries of the Council of Europe**

The signatory Governments of the member States of the Council of Europe,

Desirous of increasing facilities for travel by young persons between their countries,

Have agreed upon the following Articles:

Article 1

Each Contracting Party agrees to admit upon its territory parties of young persons from the territory of any other Contracting Party, on a collective travel document satisfying the conditions specified in this Agreement.

Article 2

Every person included in a collective passport for young persons shall be a national of the country which issued such travel document.

Article 3

Young persons up to their 21st birthday shall be eligible for inclusion in a collective document issued under the present Agreement.

Article 4

A leader, at least 21 years of age, travelling on a valid individual passport and appointed in accordance with such regulations as may be in force in the territory of the Contracting Party which issued the collective travel document, shall:

- retain possession of the collective travel document;
- remain in company with the party;
- be responsible for complying with formalities at the frontiers;
- ensure that the members of the party remain together.

Article 5

The number of persons who may be included in a collective travel document for young persons shall be not less than five, and not more than fifty, excluding the leader.

Article 6

All the persons included in a collective document shall remain together.

### Article 7

Si, contrairement aux dispositions de l'article 6, l'un des membres du groupe figurant sur le passeport collectif pour jeunes se trouve séparé du groupe ou ne retourne pas, pour quelque cause que ce soit, dans le pays qui a délivré le titre de voyage collectif avec ses compagnons de route, le chef de groupe doit le signaler immédiatement aux autorités locales et, dans la mesure du possible, au représentant diplomatique ou consulaire du pays qui a émis ledit titre.

Il doit en tout cas en informer le poste frontière à la sortie.

Le membre qui ne sort pas du pays avec son groupe doit, si nécessaire, se faire délivrer un titre de voyage individuel par le représentant de son pays.

### Article 8

La durée du séjour d'un groupe voyageant sous le couvert d'un titre de voyage collectif pour jeunes ne doit pas dépasser trois mois.

### Article 9

Le titre de voyage collectif pour jeunes, conforme au modèle ci-annexé, doit comporter en tout cas les mentions suivantes:

- (a) date et lieu de délivrance et autorité qui l'a délivré;
- (b) désignation du groupe;
- (c) pays de destination (le ou les pays);
- (d) durée de validité;
- (e) nom, prénoms et numéro du passeport du chef de groupe;
- (f) noms (par ordre alphabétique), prénoms, date et lieu de naissance et lieu de résidence de chacun des membres du groupe.

### Article 10

L'autorité normalement chargée de la délivrance des passeports établit le titre de voyage collectif conformément aux prescriptions de l'article 9 et certifie que toutes les personnes y mentionnées sont des ressortissants du pays de délivrance du titre, ainsi que prévu à l'article 2.

Toute modification ou addition à un titre de voyage collectif doit être opérée par l'autorité qui l'a délivré.

### Article 11

Chaque titre de voyage collectif est en principe établi en un seul exemplaire original.

Chacune des Parties Contractantes pourra, au moment de la signature du présent Accord ou du dépôt de son instrument de ratification

### Article 7

If, contrary to the provisions of Article 6, a member of the party travelling on a collective travel document for young persons becomes separated from the party or does not, for any reason, return with the rest of the party to the country which issued the document, the leader of the party shall immediately inform the local authorities and, if possible, the diplomatic or consular representative of the said country.

He shall, in any case, report the fact to the frontier authorities at the place of departure from the country.

The member not leaving the country with his party shall, if required, obtain an individual travel document from the representative of his own country.

### Article 8

The period of stay for parties travelling on a collective travel document for young persons shall not exceed three months.

### Article 9

The collective travel document for young persons shall be in the form appended hereto and shall include in every case the following particulars:

- (a) date, place and authority who issued the document;
- (b) description of the party;
- (c) country (or countries) of destination;
- (d) period of validity;
- (e) surname, first names and passport number of the leader;
- (f) surname (in alphabetical order), first names, date and place of birth and place of residence of each member of the party.

### Article 10

The normal passport-issuing authorities shall issue the collective travel document in accordance with the conditions laid down in Article 9 and shall certify that all the persons included in it are nationals of the country which issued the document, as provided in Article 2.

Any amendments or additions to a collective travel document shall be made by the authority which issued it.

### Article 11

Every collective travel document shall in principle be issued in original only.

Each Contracting Party may, by a declaration addressed to the Secretary-General of the Council of Europe, when signing this

ou d'approbation ou d'adhésion, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, indiquer le nombre d'exemplaires supplémentaires qu'elle pourrait éventuellement requérir.

#### Article 12

Les membres du groupe voyageant sous couvert du passeport collectif sont dispensés de la présentation de la carte nationale d'identité.

Toutefois ils devront être, le cas échéant, en mesure de justifier d'une façon quelconque de leur identité.

Chaque Partie Contractante pourra, au moment de la signature du présent Accord ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'approbation ou d'adhésion, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, indiquer de quelle manière les membres du groupe doivent justifier de leur identité.

#### Article 13

Chacune des Parties Contractantes pourra, au moment de la signature du présent Accord ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'approbation ou d'adhésion, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre, aux fins de venue et de séjour sur son territoire et sous condition de réciprocité, les dispositions du présent Accord aux jeunes réfugiés et apatrides résidant régulièrement sur le territoire d'une autre Partie Contractante et dont le retour sur ce territoire y est garanti. Cette déclaration pourra être retirée à tout moment, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

#### Article 14

Le présent Accord est ouvert à la signature des Membres du Conseil de l'Europe qui peuvent y devenir Parties par:

(a) la signature sans réserve de ratification ou d'approbation, ou

(b) la signature sous réserve de ratification ou d'approbation, suivie de ratification ou d'approbation.

Les instruments de ratification ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

#### Article 15

Le présent Accord entrera en vigueur un mois après la date à laquelle trois Membres du Conseil, conformément aux dispositions de l'article 14, auront signé l'Accord sans réserve de ratification ou d'approbation, ou l'auront ratifié ou approuvé.

Agreement or depositing its instrument of ratification or approval or accession, state how many additional copies it may require.

#### Article 12

Members of a party travelling on a collective passport shall be exempt from presenting a national identity card.

They must, however, be able to prove their identity in some way, if required to do so.

Each Contracting Party may, by a declaration addressed to the Secretary-General of the Council of Europe, when signing this Agreement or depositing its instrument of ratification or approval or accession, specify the way in which members of a party must prove their identity.

#### Article 13

Each Contracting Party may, by a declaration addressed to the Secretary-General of the Council of Europe, when signing this Agreement or depositing its instrument of ratification or approval or accession, extend, for the purpose of admission to and stay in its territory and subject to reciprocity, the provisions of this Agreement to young refugees and young stateless persons lawfully resident in the territory of another Contracting Party and whose return thereto is guaranteed. This declaration may be withdrawn at any time by notification addressed to the Secretary-General of the Council of Europe.

#### Article 14

The present Agreement shall be open to the signature of Members of the Council of Europe, who may become Parties to it either by:

(a) signature without reservation in respect of ratification or approval, or

(b) signature with reservation in respect of ratification or approval followed by ratification or approval.

Instruments of ratification or approval shall be deposited with the Secretary-General of the Council of Europe.

#### Article 15

The present Agreement shall enter into force one month after the date on which three Members of the Council shall, in accordance with Article 14, have signed the Agreement without reservation in respect of ratification or approval or shall have ratified or approved it.

Pour tout Membre qui le signera ultérieurement sans réserve de ratification ou d'approbation, ou le ratifiera ou l'approuvera, l'Accord entrera en vigueur un mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification ou d'approbation.

#### Article 16

Après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer au présent Accord. L'adhésion prendra effet un mois après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion auprès du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

#### Article 17

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Membres du Conseil et aux Etats adhérents:

(a) la date de l'entrée en vigueur du présent Accord et les noms des Membres l'ayant signé sans réserve de ratification ou d'approbation, ou l'ayant ratifié ou approuvé;

(b) le dépôt de tout instrument d'adhésion effectué en application des dispositions de l'article 16;

(c) toute déclaration et notification reçues en application des dispositions des articles 11, 12 et 13;

(d) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 18 et la date à laquelle celle-ci prendra effet.

#### Article 18

Le présent Accord demeurera en vigueur sans limitation de durée. Toute Partie Contractante pourra mettre fin, en ce qui la concerne, à l'application du présent Accord, en donnant un préavis de six mois à cet effet au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Paris, le 16 décembre 1961, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Gouvernements signataires et adhérents.



In the case of any Member of the Council who shall subsequently sign the Agreement without reservation in respect of ratification or approval, or who shall ratify or approve it, the Agreement shall enter into force one month after the date of such signature or the date of deposit of the instrument of ratification or approval.

#### Article 16

After the entry into force of this Agreement, the Committee of Ministers of the Council of Europe may invite any non-member State to accede to the present Agreement. Such accession shall take effect one month after the date of deposit of the instrument of accession with the Secretary-General of the Council of Europe.

#### Article 17

The Secretary-General of the Council of Europe shall notify Members of the Council and acceding States:

(a) of the date of entry into force of this Agreement and of the names of any Members who have signed without reservation in respect of ratification or approval or who have ratified or approved it;

(b) of the deposit of any instrument of accession in accordance with Article 16;

(c) of any declaration or notification received in accordance with the provisions of Articles 11, 12 and 13;

(d) of any notification received in accordance with Article 18 and its effective date.

#### Article 18

The present Agreement shall remain in force indefinitely.

Any Contracting Party may terminate its own application of the Agreement by giving six months' notice to that effect to the Secretary-General of the Council of Europe.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement.

Done at Paris, this 16th day of December 1961, in English and French, both texts being equally authoritative, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary-General shall transmit certified copies to each of the signatory and acceding Governments.

For the Government of the Republic of Austria:  
Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:

For the Government of the Kingdom of Belgium:  
Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

(a) in respect of Article 11, the Belgian Government, subject to reciprocity, will not demand a copy of the collective travel document;

(b) in respect of Article 12, the Belgian Government, subject to reciprocity, will not require individual members of a group travelling under a collective passport to produce an official identity document

(c) in respect of Article 13, the Belgian Government reserves the right to transmit at a later date the text of its declaration concerning this article

(a) en ce qui concerne l'article 11, le Gouvernement belge, sous réserve de réciprocité, n'exigera pas d'exemplaire du titre de voyage collectif,

(b) en ce qui concerne l'article 12, le Gouvernement belge, sous réserve de réciprocité, dispensera les membres du groupe voyageant sous le couvert du passeport collectif de la présentation de tout document individuel officiel.

(c) en ce qui concerne l'article 13, le Gouvernement belge se réserve le droit de communiquer ultérieurement le texte de sa déclaration relative à cet article.

(s.) M. FAYAT

For the Government of the Republic of Cyprus:  
Pour le Gouvernement de la République de Chypre:

For the Government of the Kingdom of Denmark:  
Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:

For the Government of the French Republic:  
Pour le Gouvernement de la République française:

(a) in respect of Article 12, that proof of identity may be furnished by any legal means;

(b) in respect of Article 13, that it will extend the provisions of the Agreement to young refugees and young stateless persons in accordance with the terms of this Article.

(a) en ce qui concerne l'article 12, que l'identité pourra être justifiée par tous les moyens légaux;

(b) en ce qui concerne l'article 13, étendre les dispositions de l'Accord aux jeunes réfugiés et apatrides conformément aux dispositions de cet article.

(s.) M. COUVE de MURVILLE

For the Government of the Federal Republic of Germany:  
Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne:

For the Government of the Kingdom of Greece:  
 Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce:

(s.) AVEROFF TOSSIZZA

For the Government of the Icelandic Republic:  
 Pour le Gouvernement de la République islandaise:

For the Government of Ireland:  
 Pour le Gouvernement d'Irlande:

For the Government of the Italian Republic:  
 Pour le Gouvernement de la République italienne:

(a) in respect of Article 1, the field of application of the Agreement and the reference to persons who shall benefit from it shall be expressly limited to the countries with which the need for entry visas has been abolished.

(b) in respect of Article 12, members of groups travelling under the collective passport will have to prove their personal identity by means of an official document of some kind bearing a photograph.

(a) en ce qui concerne l'article 1er, le champ d'application dudit Accord et la référence aux bénéficiaires sont expressément limités aux pays avec lesquels le régime du visa d'entrée a été aboli.

(b) en ce qui concerne l'article 12, les membres du groupe voyageant sous couvert du passeport collectif devront justifier de leur identité personnelle au moyen d'un document officiel quelconque, muni de photographie.

*sous réserve de ratification ou d'approbation*

(s.) Carlo RUSSO

For the Government of the Grand Duchy of Luxembourg:  
 Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg:

*sous réserve de ratification ou d'approbation*

(s.) Pierre WURTH

For the Government of the Kingdom of the Netherlands:  
 Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

*sous réserve de ratification ou d'approbation*

(s.) J. M. A. H. LUNS

For the Government of the Kingdom of Norway:  
 Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:

For the Government of the Kingdom of Sweden:  
 Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

For the Government of the Turkish Republic:  
 Pour le Gouvernement de la République turque:

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and  
 Northern Ireland:  
 Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et  
 d'Irlande du Nord:

"The United Kingdom authorities will require each person aged sixteen years or over who travels in a party using a collective passport covered by this Agreement to be in possession of an official identity document bearing a photograph (e.g. an identity card, driving licence, certificate of nationality for travel purposes or a passport which has expired not more than three years previously) or, alternatively, a certified photograph of each such member to be affixed to the collective passport opposite his or her name. These photographs may be certified by the organising body or by the leader of the party and, after they have been affixed to the collective passport, must be stamped by a British Visa Officer in such a way that the photograph cannot be removed and replaced by another.

It would also be of considerable assistance to the United Kingdom immigration authorities if young persons under the age of sixteen years travelling in parties using a collective passport could carry with them some sort of official identity document, but this is not essential."

„Les autorités du Royaume-Uni feront obligation à toute personne âgée de 16 ans ou plus faisant partie d'une groupe de voyageurs muni d'un passeport collectif tel qu'il est prévu par cet Accord, d'être en possession d'une pièce d'identité officielle revêtue d'une photographie (par exemple: carte d'identité, permis de conduire, certificat de nationalité délivré pour les déplacements ou passeport périmé depuis une durée inférieure à 3 ans), à moins qu'une photographie authentifiée de chacun des membres d'un tel groupe ne soit jointe au passeport collectif en regard du nom du voyageur. Les photographies peuvent être authentifiées par l'organisme qui organise le voyage ou par le chef de groupe et doivent, après avoir été jointes au passeport collectif, être revêtues par un fonctionnaire du Service britannique des visas d'un cachet qui sera apposé de telle manière que la photographie ne puisse être détachée et remplacée par une autre.

La tâche des Services d'immigration du Royaume-Uni serait également facilitée dans des proportions considérables si les jeunes voyageurs âgés de moins de 16 ans faisant partie d'un groupe muni d'un passeport collectif étaient en mesure de produire une pièce d'identité officielle quelconque, bien que ceci ne soit pas absolument indispensable."

*with reservation in respect of ratification or approval  
 sous réserve de ratification ou d'approbation*

(s.) Edward HEATH

In overeenstemming met artikel 14, lid 1 (a), is de Overeenkomst zonder voorbehoud van bekrachtiging of goedkeuring ondertekend voor:

Ierland <sup>1)</sup> . . . . . 14 mei 1962

<sup>1)</sup> Bij de ondertekening werd het volgende verklaard:

(a) in respect of Article 11, one additional copy of the collective passport will be required if the party is not composed solely of nationals of the Contracting Party which issues the document.

(b) in respect of Article 12, young persons aged 16 years or over must be in possession of an official identity document bearing a photograph (e.g. an identity card, driving licence, certificate of nationality for travel purposes or a passport which has expired not more than three years previously). Alternatively, a photograph, certified by the leader of the party, the organisers of the party or an official authority should be firmly affixed to the collective passport opposite the name of the individual whom it concerns.

(c) in respect of Article 13, the Irish Government is prepared to extend the provisions of the Agreement to young stateless persons lawfully resident in the territory of another Contracting Party subject to the following conditions:

1. It is understood that any young stateless person included on a collective passport will be readmitted to the territory of the Contracting Party which issues the document without time limit and even if he does not return with the party.
2. The collective passport must
  - (a) bear a clear indication at the top that the party is not composed solely of nationals but includes stateless persons, and
  - (b) list separately the names of the stateless persons and their status.
3. A copy of the collective passport must be provided for the immigration authorities.
4. Each stateless person aged 16 years or over must carry an identity card bearing a photograph.

(a) en ce qui concerne l'article 11, un exemplaire supplémentaire du passeport collectif sera requis si le groupe n'est pas composé uniquement de ressortissants de la Partie Contractante qui a délivré le document.

(b) en ce qui concerne l'article 12, les jeunes, à partir de l'âge de 16 ans, doivent être munis d'un document d'identité officiel portant une photographie (par exemple une carte d'identité, un permis de conduire, un certificat de nationalité aux fins de voyage ou un passeport dont l'expiration ne remonte pas à plus de trois ans). A défaut de ce document, une photographie certifiée conforme par le chef ou les organisateurs du groupe ou une autorité officielle doit être fixée au passeport collectif en face du nom de la personne intéressée.

(c) en ce qui concerne l'article 13, le Gouvernement irlandais est disposé à étendre les dispositions de l'Accord aux jeunes apatrides résidant régulièrement sur le territoire d'une autre Partie Contractante, aux conditions suivantes:

1. Il est entendu que tout jeune apatride venu sous couvert d'un passeport collectif sera réadmis sur le territoire de la Partie Contractante qui a délivré le document sans limite de temps et même s'il ne retourne pas avec le groupe.
2. Le passeport collectif doit:
  - (a) indiquer nettement en tête du document que le groupe n'est pas composé seulement de ressortissants mais qu'il comprend aussi des apatrides;
  - (b) faire figurer sur une liste séparée les noms des apatrides, avec l'indication de leur statut.
3. Un exemplaire du passeport collectif doit être prévu pour les autorités d'immigration.
4. Chaque apatride, à partir de l'âge de 16 ans, doit être muni d'une carte d'identité portant une photographie.

**Modèle de titre de voyage collectif**  
(prévu par l'article 9 de l'Accord)

---

CONSEIL DE L'EUROPE

**PASSEPORT COLLECTIF POUR LES JEUNES**

**Délivré en application de l'Accord européen sur la circulation  
des jeunes sous couvert du passeport collectif, ouvert à la  
signature des pays membres du Conseil de l'Europe  
le 16 décembre 1961**

---

Nom du pays de délivrance .....  
Désignation de l'autorité de délivrance .....

---

Passeport collectif délivré à ..... (*désignation du groupe*) .....  
ressortissants de ..... (*nom du pays*) ..... se rendant en .....  
..... (*nom du ou des pays*) .....  
en transit par .....

Durée de validité .....

Chef de groupe: Nom .....  
Prénoms .....  
Passeport n° .... (*date et lieu de délivrance*) ....  
.....

**Liste des membres du groupe**  
(*par ordre alphabétique*)

Nom	Prénoms	Lieu et date de naissance	Lieu de résidence
1.			
2.			
3.			

Le chef du groupe qui voyage sous couvert du présent passeport collectif a été pleinement informé des responsabilités qui lui incombent en vertu de l'Accord européen sur la circulation des jeunes.

Délivré le ..... à .....  
(*signature et timbre de l'autorité de délivrance*)

**Model collective travel document**  
(provided for in Article 9 of the Agreement)

---

**COUNCIL OF EUROPE**

**COLLECTIVE PASSPORT FOR YOUNG PEOPLE**  
**Issued in pursuance of the European Agreement on Travel**  
**by Young Persons on collective Passports, opened for**  
**signature by member countries of the Council of Europe**  
**on 16th December 1961**

---

Country of issue .....

Issuing authority .....

---

Collective passport issued to ..... (*description of party*) .....

nationals of ..... (*country*) ..... travelling to .....

..... (*country or countries*) .....

through .....

Period of validity .....

Leader of party: Surname .....

First names .....

Passport No. .... (*date and place of issue*) .....

.....

**List of members of the party**  
(*in alphabetical order*)

Surname	First names	Place and date of birth	Place of residence
1.			
2.			
3.			

The leader of the Party which is travelling on the present collective passport has been fully apprised of his responsibilities under the European Agreement on Travel by Young Persons.

Issued on ..... at .....

(*Signature and stamp of Issuing Authority*)

---

C. VERTALING**Europese Overeenkomst betreffende het reizen van jeugdige personen op collectieve paspoorten tussen de landen die lid zijn van de Raad van Europa**

De ondertekenende Regeringen van de Lid-Staten van de Raad van Europa,

Verlangende de faciliteiten te bevorderen voor reizen van jeugdige personen tussen hun landen,

Zijn het volgende overeengekomen:

**Artikel 1**

Elk der Overeenkomstsluitende Partijen laat op haar gebied groepen jeugdige personen toe die komen uit het gebied van een der andere Overeenkomstsluitende Partijen en reizen op een collectief reisdocument dat beantwoordt aan de voorwaarden die zijn aangegeven in deze Overeenkomst.

**Artikel 2**

Een ieder die voorkomt op een collectief paspoort voor jeugdige personen moet onderdaan zijn van het land dat dit reisdocument heeft afgegeven.

**Artikel 3**

Jeugdige personen kunnen tot hun 21e jaar gebruik maken van collectieve reisdocumenten die krachtens deze Overeenkomst zijn afgegeven.

**Artikel 4**

De leider van een groep, die minstens 21 jaar moet zijn, houder van een geldig individueel paspoort, en aangewezen volgens de voorschriften die eventueel van kracht zijn op het gebied van de Overeenkomstsluitende Partij die het collectieve reisdocument heeft afgegeven, moet:

- het collectieve reisdocument bewaren,
- de groep begeleiden,
- de formaliteiten aan de grenzen vervullen,
- erop toezien dat de leden van de groep bij elkaar blijven.

**Artikel 5**

Ieder collectief reisdocument voor jeugdige personen moet minstens vijf en maximaal vijftig namen bevatten, de leider van de groep niet meegerekend.



### Artikel 6

Alle personen die voorkomen op een collectief reisdocument moeten bij elkaar blijven.

### Artikel 7

Indien, in tegenstelling tot de bepalingen van artikel 6, een der leden van de groep die voorkomt op het collectieve reisdocument voor jeugdige personen gescheiden wordt van de groep of, om welke reden dan ook, niet met de andere leden van de groep terugkeert in het land dat het collectieve reisdocument heeft afgegeven moet de leider van de groep dit onverwijld melden aan de plaatselijke autoriteiten en, voor zover mogelijk, aan de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger van het land dat genoemd document heeft afgegeven.

Bij het verlaten van het land moet hij in ieder geval de grenspost ervan op de hoogte stellen.

Het lid dat niet met zijn groep het land verlaat moet, indien dit noodzakelijk is, een individueel reisdocument aanvragen bij de vertegenwoordiger van zijn land.

### Artikel 8

De duur van het verblijf van een groep die op een collectief reisdocument voor jeugdige personen reist mag niet langer zijn dan drie maanden.

### Artikel 9

Het collectieve reisdocument voor jeugdige personen dient, overeenkomstig het aangehechte model, in ieder geval de volgende gegevens te bevatten:

- a) datum en plaats van afgifte en de instantie die het document heeft afgegeven;
- b) beschrijving van de groep;
- c) land(en) van bestemming;
- d) geldigheidsduur;
- e) naam, voornamen en nummer van het paspoort van de leider der groep;
- f) namen (in alfabetische volgorde), voornamen, geboortedatum en -plaats, alsmede woonplaats, van ieder lid van de groep.

### Artikel 10

De instantie die normaliter belast is met de afgifte van de paspoorten geeft het collectieve reisdocument af overeenkomstig het bepaalde in artikel 9 en verklaart dat alle erop vermelde personen onderdanen zijn van het land van afgifte van het document, zoals bepaald in artikel 2.

Iedere wijziging van of toevoeging aan een collectief reisdocument dient te worden verricht door de instantie die het heeft afgeleverd.

#### Artikel 11

Ieder collectief reisdocument wordt in beginsel slechts in een enkel origineel exemplaar afgegeven.

Iedere Overeenkomstsluitende Partij kan, op het ogenblik van de ondertekening van deze Overeenkomst of van de nederlegging van haar akte van bekrachtiging of goedkeuring of toetreding, door middel van een tot de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa gerichte verklaring mededelen, welk aantal extra exemplaren zij eventueel zou kunnen verlangen.

#### Artikel 12

De leden van de groep die op een collectief paspoort reizen worden ontheven van de verplichting een nationaal identiteitsbewijs over te leggen.

Zij dienen echter, indien nodig, in staat te zijn op de een of andere manier hun identiteit te bewijzen.

Iedere Overeenkomstsluitende Partij kan, op het ogenblik van de ondertekening van deze Overeenkomst of van de nederlegging van haar akte van bekrachtiging of goedkeuring of toetreding, door middel van een tot de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa gerichte verklaring mededelen, op welke manier de leden van een groep hun identiteit dienen te bewijzen.

#### Artikel 13

Op het ogenblik van de ondertekening van deze Overeenkomst of van de nederlegging van haar akte van bekrachtiging of goedkeuring of toetreding, kan elk der Overeenkomstsluitende Partijen, voor de toelating tot en het verblijf op haar gebied en onder voorbehoud van wederkerigheid, door middel van een tot de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa gerichte verklaring, de bepalingen van deze Overeenkomst uitbreiden tot jeugdige vluchtelingen en staatzonderlozen die op regelmatige wijze op het gebied van een andere Overeenkomstsluitende Partij gevestigd zijn en wier terugkeer naar dat gebied gewaarborgd is. Deze verklaring kan ieder ogenblik worden ingetrokken door middel van een kennisgeving, gericht tot de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa.

#### Artikel 14

Deze Overeenkomst staat ter ondertekening open voor de leden van de Raad van Europa, die er partij bij kunnen worden door:

a) ondertekening zonder voorbehoud van bekrachtiging of goedkeuring, of

b) ondertekening onder voorbehoud van bekrachtiging of goedkeuring, gevolgd door bekrachtiging of goedkeuring.

De akten van bekrachtiging of goedkeuring worden nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa.

#### Artikel 15

Deze Overeenkomst treedt in werking een maand na de datum waarop drie leden van de Raad, overeenkomstig de bepalingen van artikel 14, de Overeenkomst zonder voorbehoud van bekrachtiging of goedkeuring hebben ondertekend, of haar hebben bekrachtigd of goedgekeurd.

Voor ieder lid dat de Overeenkomst later zonder voorbehoud van bekrachtiging of goedkeuring ondertekent, of bekrachtigt of goedkeurt, treedt de Overeenkomst in werking een maand na de datum van ondertekening of van de nederlegging van de akte van bekrachtiging of goedkeuring.

#### Artikel 16

Na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst kan het Comité van Ministers van de Raad van Europa iedere staat die geen lid is van de Raad uitnodigen tot deze Overeenkomst toe te treden. De toetreding wordt van kracht een maand na de datum van de nederlegging van de akte van toetreding bij de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa.

#### Artikel 17

De Secretaris-Generaal van de Raad van Europa doet de Leden van de Raad en de toetredende staten mededeling van:

a) de datum van inwerkingtreding van deze Overeenkomst en de namen van de Leden die haar hebben ondertekend zonder voorbehoud van bekrachtiging of goedkeuring, of die haar hebben bekrachtigd of goedgekeurd;

b) de nederlegging van iedere akte van toetreding, overeenkomstig het bepaalde in artikel 16;

c) iedere verklaring en kennisgeving, ontvangen overeenkomstig het bepaalde in artikel 11, 12 en 13;

d) iedere mededeling ontvangen overeenkomstig het bepaalde in artikel 18 alsmede de datum waarop de mededeling van kracht wordt.

#### Artikel 18

Deze Overeenkomst blijft voor onbepaalde tijd van kracht.

Iedere Overeenkomstsluitende Partij kan harerzijds de toepassing van deze Overeenkomst beëindigen, door daarvan zes maanden tevoren mededeling te doen aan de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd door hun onderscheiden Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

Gedaan te Parijs, de 16de december 1961, in de Franse en de Engelse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in één enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in het archief van de Raad van Europa. De Secretaris-Generaal zal een voor eensluitend gearmerkt afschrift doen toekomen aan elk der ondertekenende en toetredende Regeringen.

*(Voor de ondertekeningen zie na de Engelse en de Franse tekst blz. 10 e.v.).*

---

De vertaling van de bij sommige handtekeningen gestelde verklaringen volgt hieronder.

Voor de Regering van het Koninkrijk België:

a) wat betreft artikel 11, zal de Belgische Regering, onder voorbehoud van wederkerigheid, geen extra exemplaar eisen van het collectieve reisdocument;

b) wat betreft artikel 12, zal de Belgische Regering, onder voorbehoud van wederkerigheid, de leden van de groep die op een collectief paspoort reizen ontheffen van de verplichting tot het overleggen van een officieel identiteitsbewijs;

c) wat betreft artikel 13 behoudt de Belgische Regering zich het recht voor de tekst van haar verklaring betreffende dit artikel op een later tijdstip mede te delen.

Voor de Regering van de Franse Republiek:

a) wat betreft artikel 12, dat de identiteit zal mogen worden aangetoond met alle wettige middelen;

b) wat betreft artikel 13, dat zij de bepalingen van de Overeenkomst zal uitbreiden tot jeugdige vluchtelingen en staatlozen overeenkomstig de bepalingen van dit artikel.

Voor de Regering van de Italiaanse Republiek:

a) wat betreft artikel 1, dat de toepassing van deze Overeenkomst en de verwijzing naar de personen op wie zij van toepassing is nadrukkelijk beperkt zijn tot de landen ten aanzien waarvan de noodzaak van het bezit van een visum bij binnenkomst is afgeschaft.

b) wat betreft artikel 12, dat de leden van de groep die op een collectief paspoort reizen hun identiteit zullen moeten bewijzen door middel van een of ander officieel document, voorzien van een foto.

Voor de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland:

„De autoriteiten van het Verenigd Koninkrijk zullen van een ieder die 16 jaar of ouder is en deel uitmaakt van een groep reizigers die gebruik maakt van een collectief paspoort als voorzien in deze Overeenkomst, eisen dat hij in het bezit is van een officieel identiteitsbewijs, voorzien van een foto (b.v. identiteitskaart, rijbewijs, nationaliteitsbewijs afgegeven voor reizen of een paspoort dat niet langer dan drie jaar geleden verlopen is), tenzij een gewaarmerkte foto van elk der bedoelde leden van de groep aan het collectieve paspoort is gehecht bij de naam van de betrokken reiziger. De foto's kunnen worden gewaarmerkt door de instelling die de reis organiseert of door de leider van de groep, en moeten, na aan het collectieve paspoort te zijn gehecht, door een ambtenaar van de Britse visadienst worden voorzien van een stempel dat zodanig moet worden aangebracht dat de foto niet kan worden losgemaakt en vervangen door een andere.

De taak van de immigratie-autoriteiten van het Verenigd Koninkrijk zou eveneens aanzienlijk worden vergemakkelijkt indien jeugdige reizigers die nog geen 16 jaar zijn en die deel uitmaken van een groep die gebruik maakt van een collectief paspoort, een of ander officieel identiteitsbewijs zouden kunnen overleggen, hoewel dit niet absoluut noodzakelijk is.”

Voor de Regering van Ierland:

a) Wat betreft artikel 11, wordt indien de groep niet uitsluitend bestaat uit onderdanen van de Overeenkomstsluitende Partij die het reisdocument heeft afgegeven, een extra exemplaar van het collectieve paspoort verlangd.

b) Wat betreft artikel 12, dienen jeugdige personen van 16 jaar of ouder in het bezit te zijn van een officieel identiteitsbewijs voorzien van een foto (bijv. een identiteitskaart, rijbewijs, nationaliteitsbewijs voor reisdoeleinden of een niet langer dan drie jaar geleden verlopen paspoort). Bij gebreke van zulk een document kan een door de leider van de groep, door de organisatoren van de groep of door een officiële autoriteit gewaarmerkte foto op deugdelijke wijze aan het collectieve paspoort worden gehecht naast de naam van de betrokkene.

c) Wat betreft artikel 13, is de Ierse Regering op de volgende voorwaarden bereid de bepalingen van de Overeenkomst uit te breiden tot jeugdige staatlozen die op regelmatige wijze op het gebied van een andere Overeenkomstsluitende Partij gevestigd zijn:

1. Het is welverstaan dat iedere jeugdige staatloze wiens naam op een collectief paspoort voorkomt te allen tijde wederom tot het gebied van de Overeenkomstsluitende Partij die het document heeft

afgegeven zal worden toegelaten zelfs indien hij niet met de groep terugkeert.

2. Het collectieve paspoort dient

a) bovenaan een duidelijke aantekening te dragen dat de groep niet uitsluitend uit onderdanen bestaat doch tevens staatlozen omvat, en

b) de namen der staatlozen en hun rechtspositie afzonderlijk te vermelden.

3. Ten behoeve van de immigratie-autoriteiten dient een extra exemplaar van het collectieve paspoort te worden overgelegd.

4. Iedere staatloze van 16 jaar of ouder dient in het bezit te zijn van een identiteitskaart met foto.

---

**Model collectief reisdocument**

(als bedoeld in artikel 9 van de Overeenkomst)

**RAAD VAN EUROPA****COLLECTIEF PASPOORT VOOR JEUGDIGE PERSONEN**

Afgegeven ingevolge de Europese Overeenkomst betreffende het  
 reizen van jeugdige personen op collectieve paspoorten,  
 opengesteld ter ondertekening door de Lid-Staten  
 van de Raad van Europa  
 op 16 december 1961

Land van afgifte .....  
 door (naam van instantie) .....

Collectief paspoort uitgereikt aan ..... (aanduiding groep) .....  
 nationaliteit van de leden ..... reizende naar .....  
 (land of landen) ..... door .....

Geldigheidsduur .....

Leider van de groep: Achternaam .....  
 Voornamen .....  
 Paspoort No. .... (datum en plaats van  
 afgifte) .....

**Lijst van leden van de groep**  
 (in alfabetische volgorde)

Achternaam	Voornamen	Geboorteplaats en -datum	Woonplaats
1.			
2.			
3.			

De leider van de groep die op dit collectieve paspoort reist  
 is volledig op de hoogte gebracht van zijn verantwoordelijkheid uit  
 hoofde van de Europese Overeenkomst betreffende het reizen van  
 jeugdige personen.

Afgegeven op ..... te .....  
 (Handtekening en stempel van de instantie die het  
 collectieve paspoort heeft afgegeven)

#### D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft de goedkeuring der Staten-Generaal ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

#### E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging van de Overeenkomst is voorzien in artikel 14, lid 1 (b).

#### G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zijn ingevolge artikel 15, eerste lid, op 16 januari 1962 in werking getreden voor België, Frankrijk en Griekenland.

Zij zullen ingevolge artikel 15, lid 2, voor iedere Staat die de Overeenkomst na 16 januari 1962 zonder voorbehoud van bekrachtiging of goedkeuring ondertekent of die haar bekrachtigt of goedkeurt, in werking treden één maand na de datum van ondertekening of van nederlegging der akte van bekrachtiging of goedkeuring. De Overeenkomst is op 15 juni 1962 voor Ierland van kracht geworden.

#### J. GEGEVENS

Van het op 5 mei 1949 te Londen ondertekende Statuut van de Raad van Europa zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* J 341, zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1961, 144.

De onderhavige Overeenkomst stemt in grote lijnen overeen met de op 28 februari 1952 tussen de vijf Partijen bij het Verdrag van Brussel van 1948 getroffen Regeling betreffende de collectieve paspoorten voor jeugdige personen (zie *Trb.* 1952, 71, blz. 4 e.v.) en met het Aanvullend Protocol van 12 november 1954 bij die Regeling (*Trb.* 1957, 10).

Uitgegeven de negenentwintigste augustus 1962.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*  
J. LUNS.